

Marché n° 2021083

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) **COMMUN A TOUS LES LOTS**

Le pouvoir adjudicateur :

CENTRE NATIONAL DU CINEMA ET DE L'IMAGE ANIMEE (CNC)
291 boulevard Raspail
75675 Paris cedex 14

Objet du marché :

Réalisation de films de commande pédagogiques et tout public pour le compte du CNC.

CPV :

92100000-2 Services cinématographiques et services vidéo

Informations budgétaires :

Enveloppe : 02

Destination :

- A433 Education à l'image
- FS224 Communication

Annexe :

Annexe 1 : Questionnaire égalité et diversité

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE	4
1.1 OBJET DU MARCHE	4
1.2 ALLOTISSEMENT	4
1.3 PROCEDURE DE PASSATION.....	4
1.4 FORME DU MARCHE.....	4
1.5 DUREE DU MARCHE	4
1.6 MONTANT ESTIMATIF DE CHAQUE LOT.....	4
1.7 LIMITE D'EXCLUSIVITE.....	4
ARTICLE 2 - REPRESENTANTS DES PARTIES.....	5
2.1 REPRESENTATION DU CNC.....	5
2.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE	5
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4 - PRESTATIONS ATTENDUES.....	5
4.1 PRESENTATION DU CNC ET DU CONTEXTE DE L'ACHAT	5
4.2 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	7
4.3 LOT 1 : VIDEOS PEDAGOGIQUES	8
4.4 LOT 2 : VIDEOS D'ENTRETIEN ET DE REPORTAGE	9
4.5 LOT 3 : VIDEOS DE DE MONTAGE.....	9
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	10
5.1 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	10
5.2 DEVIS.....	10
5.3 DELAIS MAXIMUM D'EXECUTION	10
5.4 FORME DES COMMUNICATIONS.....	11
ARTICLE 6 - PROPRIETE DES DOCUMENTS	11
6.1 IDENTIFICATION DES DROITS CEDES	11
6.2 MODES D'EXPLOITATION DES DROITS CEDES.....	11
6.3 LIEU DE L'EXPLOITATION	11
6.4 DUREE DE L'EXPLOITATION	11
6.5 EXCLUSIVITE ET UTILISATION PAR LE TITULAIRE.....	12
6.6 CITATION DES SOURCES	12
6.7 PRIX	12
6.8 GESTION DES DROITS SUR LES ŒUVRES COMPOSANT LES VIDEOS	12
ARTICLE 7 - MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHE	12
8.1 AVANCE	12
8.2 FORME DES PRIX	12
8.3 CONTENU DES PRIX.....	13
8.4 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELLE.....	13
8.5 REVISION DE PRIX	13
8.6 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	13
ARTICLE 9 - MODALITES DE PAIEMENT.....	14
9.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
9.2 CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
9.3 PAIEMENT ET RETARD DE PAIEMENT	14
ARTICLE 10 - PENALITES	14

ARTICLE 11 - CESSIION ET NANTISSEMENT	15
ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 13 - RESILIATION	15
ARTICLE 14 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	15
14.1 ASSURANCE	15
14.2 DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)	15
14.3 DISPOSITIF D'ALERTE (ARTICLE L 8222-6 DU CODE DU TRAVAIL)	15
14.4 LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL ETRANGER	16
14.5 OBLIGATIONS EN MATIERE DE DETACHEMENT DES TRAVAILLEURS	16
14.6 CLAUSE « EGALITE ET DIVERSITE »	16
ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	17
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-PI	17

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de films de commande pédagogiques et tout public pour le compte du CNC.

Les prestations sont détaillées au sein de l'article 4 du présent CCP.

1.2 Allotissement

Il s'agit d'un marché alloti en application des articles L2113-10 et R2113-1 du Code de la commande publique.

Il se décompose en 3 lots :

- Lot n°1 : Vidéos pédagogiques ;
- Lot n°2 : Vidéos d'entretien et de reportage ;
- Lot n°3 : Vidéos de montage.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.3 Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2, R2124-1, R2124-2, R2131-16 et R2161-2 à R2161 5 du Code de la commande publique.

1.4 Forme du marché

Pour tous les lots, le marché public prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté à bons de commande, conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum.

Le montant maximum de chaque lot, sur la durée totale du marché, reconductions comprises, est le suivant :

- Lot 1 : 310 000 € HT ;
- Lot 2 : 310 000€ HT ;
- Lot 3 : 160 000 € HT.

1.5 Durée du marché

Pour chaque lot, le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois.

Il est tacitement reconductible 3 fois, à la date anniversaire du marché, pour une période de 12 mois à chaque reconduction.

1.6 Montant estimatif de chaque lot.

A titre indicatif et non contractuel, le montant annuel de chaque lot est le suivant :

- Lot 1 : 70 000 € HT par an ;
- Lot 2 : 70 000 € HT par an ;
- Lot 3 : 35 000 € HT par an.

1.7 Limite d'exclusivité

Pour chaque lot, le titulaire ne bénéficie d'aucune exclusivité pour la réalisation des prestations objet du marché lorsque ces prestations nécessitent une intervention hors Ile de France.

ARTICLE 2 - REPRESENTANTS DES PARTIES

2.1 Représentation du CNC

La Directrice de la communication et le Directeur de la création, des territoires et des publics assurent le suivi de l'exécution du présent Marché public dans la limite des délégations de signatures consenties par le Président du CNC.

Le CNC notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

2.2 Représentation du Titulaire

Le Titulaire désigne, dès la Notification du marché un interlocuteur habilité à le représenter auprès du CNC pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à informer, sans délai, le CNC de toute modification d'interlocuteur désigné.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du Marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR11) du lot concerné et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles – approuvé par l'arrêté interministériel du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1 avril 2021) - « CCAG-PI » disponible à l'adresse suivante :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613> ;
- L'offre technique et financière du Titulaire.

L'exemplaire du Marché public conservé par le CNC fait seule foi. Les conditions générales de vente du Titulaire sont inapplicables.

ARTICLE 4 - PRESTATIONS ATTENDUES

4.1 Présentation du CNC et du contexte de l'achat

Le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) est un établissement public à caractère administratif, placé sous l'autorité du Ministère de la culture. Les missions principales du CNC sont :

- La réglementation ;
- Le soutien à l'économie du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia ;
- La promotion du cinéma et de l'audiovisuel et leur diffusion auprès de tous les publics ;
- La protection et la diffusion du patrimoine cinématographique.

Les prestations du présent marché sont réalisées pour le compte de deux directions en particulier.

4.1.1 La Direction de la création, des territoires et des publics (DCTP)

Les missions globales de la DCTP sont les suivantes :

- encourager l'émergence de nouveaux auteurs et de nouvelles normes de création ;
- soutenir la création des œuvres en amont de la production ;
- gérer l'ensemble des aides attribuées au court métrage de cinéma ;
- favoriser la promotion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles auprès de tous les publics et leur diffusion dans le secteur non commercial ;
- mettre en œuvre la politique territoriale du CNC, en assurant le développement de sa politique conventionnelle avec les collectivités ;

- mener des actions d'éducation à l'image en direction du jeune public, pendant et hors temps scolaire ;
- gérer le Fonds Images de la diversité.

Dans le cadre de ses missions, la DCTP met en œuvre les dispositifs d'éducation à l'image des publics scolaires.

C'est plus précisément au sein du service de l'action territoriale et culturelle et du département de l'éducation artistique que sont gérées les missions du présent marché.

Ce service est en charge des actions en milieu scolaire. Elles sont menées en coopération avec le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, des exploitants de salles, des collectivités territoriales et des associations de coordination.

Le contexte de l'achat :

Dans le cadre du développement des outils pédagogiques dématérialisés à destination des élèves inscrits dans les différents « dispositifs scolaires de sensibilisation au cinéma » géré par le CNC, des vidéos d'analyse de séquence ou d'analyse thématique principalement mais également des entretiens autour des films inscrits dans les dispositifs « Collège au cinéma » et « Lycéens et apprentis au cinéma » sont mis gratuitement à la disposition des enseignants et des partenaires du CNC.

Les objectifs communs de ces dispositifs sont les suivants :

- former le goût et susciter la curiosité de l'élève spectateur par la découverte d'œuvres cinématographiques en salle, dans leur format d'origine, notamment en version originale ;
- offrir, dans le cadre du partenariat entre les ministères concernés et les collectivités territoriales, des prolongements pédagogiques et des formations ;
- veiller à l'accès sur l'ensemble du territoire du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique ;
- participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les salles de cinéma.

L'ensemble des éléments concernant le fonctionnement général des dispositifs scolaires se retrouve à l'adresse suivante : <https://www.cnc.fr/a-propos-du-cnc/directions-et-services/direction-de-la-creation-des-territoires-et-des-publics>

Dans ce cadre, la DCTP souhaite faire évoluer ses outils en proposant d'autres types de vidéos courtes ayant pour objectif de transmettre les notions fondamentales pour comprendre le cinéma en tant qu'art (question concernant les genres, techniques, métiers etc.) ou sur le fonctionnement des institutions, en se basant notamment sur les œuvres présentes dans les catalogues des dispositifs scolaires d'éducation à l'image.

Diffusion : Ces vidéos ont vocation à être notamment visionnées par des enseignants et élèves au collège et au lycée dans le cadre des dispositifs d'éducation à l'image mis en œuvre par le CNC.

4.1.2 La Direction de la communication

La Direction de la communication du CNC est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de communication pour le CNC. Cela concerne la communication interne auprès des collaborateurs du Centre, et la communication externe, auprès des professionnels du cinéma, de l'audiovisuel, du multimédia et des industries techniques.

Dans le cadre de sa stratégie de communication et marketing, le CNC poursuit plusieurs objectifs :

- accompagner les professionnels et les porteurs de projet, afin de mettre en avant la dimension servicielle ;
- informer sur l'évolution des dispositifs et l'économie des filières ;
- informer sur les actualités des secteurs.

Afin de valoriser ses actions, le CNC souhaite bénéficier de film de commande tout public, intervenant dans les différents domaines d'activités du CNC.

Diffusion : Ces films pourront être diffusés lors d'événements organisés ou soutenus par le CNC ou encore alimenter le site internet et les réseaux sociaux du CNC. Les œuvres produites dans le cadre du présent marché public pourront également faire l'objet de relais auprès de partenaires institutionnels ou non ainsi que sur des sites partenaires.

4.2 Dispositions communes à tous les lots

4.2.1 Définitions

Pour la bonne compréhension des articles 4.3, 4.4 et 4.5 du CCP, les définitions des prestations attendues sont des suivantes :

- **Réalisation de film à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire**

Ce type de prestation consiste à réaliser une vidéo généralement comprise entre 2 et 5 min. Cependant le CNC se réserve le droit de commander des vidéos d'une durée inférieure ou supérieure.

Cette prestation comprend tout le travail préalable à la réalisation de la vidéo ainsi que, le montage et la post-production.

A titre informatif, le CNC négocie les droits des œuvres audiovisuelles qu'il fournit.

Les extraits vidéos et la musique qui accompagnera les montages pourra être proposée par le Titulaire qui en aura obtenu les droits.

Les prix des droits portant sur les œuvres choisis par le Titulaire et incluses dans les prestations sont compris dans les prix du BPU et ne font pas l'objet d'une facturation complémentaire.

- **Réalisation de film à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire et de prises de vues réelles effectuées pour le CNC.**

Ce type de prestation consiste à réaliser une vidéo généralement comprise entre 2 et 5 min. Cependant le CNC se réserve le droit de commander des vidéos d'une durée inférieure ou supérieure.

Cette prestation comprend tout le travail préalable à la réalisation de la vidéo ainsi que, le tournage, le montage et la post-production.

Les extraits sont issus à la fois d'œuvres audiovisuelles, fournis par le CNC ou le titulaire, et de prises de vues réelles filmées par le Titulaire sur ordre du CNC. Ces prises de vue sont réalisées en Ile de France. En cas de demande particulière, celle-ci fera l'objet d'un devis préalable.

Les extraits vidéos et la musique qui accompagnera les montages pourra être proposée par le Titulaire qui en aura obtenu les droits.

A titre informatif, le CNC négocie les droits des œuvres audiovisuelles qu'il fournit.

Les prix des droits portant sur les œuvres choisis par le Titulaire et incluses dans les prestations sont compris dans les prix du BPU et ne font pas l'objet d'une facturation complémentaire.

4.2.2 Formats de livrables

Les vidéos réalisées par le Titulaire doivent pouvoir être fournis au CNC *a minima* dans une version informatique exploitable de type AVI, MOV, MP4, WMV ou équivalent.

Les livrables sont transmis au CNC via la plateforme Wesend (solution logicielle de transfert de fichier informatique volumineux utilisée par le CNC). Des droits seront ouverts par le CNC pour que le titulaire puisse utiliser cette solution.

4.3 Lot 1 : Vidéos pédagogiques

4.3.1 Contenu attendu

Le type de vidéo attendu consiste à présenter un aspect spécifique d'un film comme une thématique, une analyse de séquence, un enjeu du film ou encore son esthétique.

La vidéo sera complémentaire des éléments indiqués dans les fiches élèves et les dossiers enseignants. Le CNC précisera les éléments attendus dans le bon de commande correspondant, au fur et à mesure des besoins.

Le Titulaire du lot travaille en coordination avec les titulaires des lots du marché de Conception rédactionnelle des supports pédagogiques pour le dispositif « Collège au cinéma » et Conception rédactionnelle des supports pédagogiques pour le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma ».

A titre informatif, au 26/01/2022, les titulaires sont respectivement LES CAHIERS DU CINEMA et CAPRICCI. Ils pourront évoluer le cas échéant. Dans ce cas, le CNC en informera le titulaire.

Ces vidéos doivent avoir un contenu dynamique et s'adresser spécifiquement à un public jeune.

A cet effet le titulaire a accès au DCP et au streaming du film et est autorisé à citer au maximum 5 minutes du film pour chacune des vidéos d'analyse du film.

Le titulaire peut consulter les vidéos d'analyse déjà réalisées :

<https://transmettrelecinema.com/video/rencontrer-les-sorcieres/>

<https://transmettrelecinema.com/video/les-anges-de-jane-campion/>

https://www.cnc.fr/cinema/videos/ma-classe-au-cinema--analyse-du-film-les-quatre-cents-coups-par-luna-guadano_1616470

Le titulaire peut consulter les catalogues des dispositifs scolaires :

<https://www.cnc.fr/cinema/education-a-l-image/college-au-cinema>

<https://www.cnc.fr/cinema/education-a-l-image/lyceens-et-apprentis-au-cinema>

4.3.2 Prestations commandables

L'ensemble des réalisations suivantes comprend le pilotage général du projet, l'éditorialisation, l'enregistrement de la voix off, la post production, ainsi que le tournage éventuel (comprenant les éventuels déplacements).

- Réalisation à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire (UO 1.1) ;
- Réalisation à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire et de prises de vues réelles effectuées pour le CNC. (UO 1.2).

La durée attendue d'une vidéo est comprise entre 3 et 5 minutes

4.3.3 Quantités estimatives

A titre informatif et non contractuel :

- Chaque année, environ 21 titres de films entrent dans les différents catalogues des dispositifs.
- Chaque année, environ 15 à 20 vidéos d'analyse de séquence ou thématique sont commandées annuellement.
- La DCTP commande l'ensemble des vidéos dans le courant du mois de janvier pour une livraison de l'ensemble des prestations début juin.

4.4 Lot 2 : Vidéos d'entretien et de reportage

4.4.1 Contenu attendu

Les types de vidéo attendus dans le cadre du présent lot sont les suivants.

Vidéo de type « Entretien » : A travers le point de vue de l'interviewé : faire découvrir un genre, une thématique, un métier, un réalisateur, une œuvre... Des extraits d'œuvres peuvent illustrer le propos.

Vidéo de type « Reportage » : La vidéo doit contextualiser et informer sur le sujet défini par le CNC. Est compris dans la vidéo le déplacement sur les lieux afin d'y tourner des prises de vues réelles dans les conditions du réel.

4.4.2 Exemple de thématiques attendues

Les thématiques attendues sont par exemple l'entretien d'une personnalité incarnant un métier (entretien avec Rémi Chayé) :

https://www.cnc.fr/cinema/videos/ma-classe-au-cinema--comment-faire-un-film-danimation--entretien-avec-remi-chaye_1616489

4.4.3 Prestations commandables :

Le CNC commande des vidéos réalisées à partir de prises de vues réelles effectuées pour le CNC ou à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire et de prises de vues réelles effectuées pour le CNC. Le CNC peut commander ces prestations soit pour une vidéo de type entretien, soit pour un vidéo de type reportage.

- Réalisation à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire (UO 2.1 et 2.3) ;
- Réalisation à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire et de prises de vues réelles effectuées pour le CNC. (UO 2.2 et 2.4).

4.4.4 Quantités estimatives

A titre informatif et non contractuel le CNC envisage de commander 21 vidéos par an.

4.5 Lot 3 : Vidéos de montage

4.5.1 Contenu attendu

Le type de vidéo attendu dans le cadre du présent lot est le suivant.

Film de montage : Le film de montage est une vidéo illustrant une thématique basée sur l'utilisation d'œuvres préexistantes. Le titulaire pourra utiliser s'il le souhaite des prises de vues réelles.

Sont exclus du présent lots les vidéos relevant des lots 1 et 2.

4.5.2 Exemple de thématiques attendues

Les thématiques attendues sont des questionnements thématiques s'appuyant sur diverses œuvres.

Exemple de la question de la frontière entre le documentaire et la fiction :

https://www.cnc.fr/cinema/videos/ma-classe-au-cinema--la-frontiere-entre-le-documentaire-et-la-fiction-par-francois-theurel_1616431

4.5.3 Prestations commandables :

L'ensemble des réalisations suivantes comprend le pilotage général du projet, l'éditorialisation, l'enregistrement de la voix off, la post production, ainsi que le tournage éventuel (comportant les éventuels déplacements).

- Réalisation à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire (UO3.1) ;
- Réalisation à partir d'extraits vidéo et sonores fournis par le CNC ou par le titulaire et de prises de vues réelles effectuées pour le CNC. (UO3.2).

4.5.4 Quantités estimatives

A titre informatif et non contractuel le CNC envisage de commander 4 vidéos par an.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 Modalités de passation des commandes

Le marché public s'exécute au moyen de bons de commande.

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins du CNC. Toute intervention du titulaire est précédée de l'émission d'un bon de commande.

Chaque bon de commande comporte les informations suivantes :

- La référence du marché ;
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- Le descriptif des prestations et quantités ;
- Coût des prestations HT et TTC ;
- Le cas échéant, le délai d'exécution ou la date de remise des livrables ;
- Les conditions particulières d'exécution, le cas échéant.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen (courrier électronique, voie postale).

5.2 Devis

Le CNC peut demander au titulaire, préalablement à l'émission d'une commande, l'établissement d'un devis.

Pour les délais normaux, le devis doit être émis sous 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande correspondante.

Les devis comportent la désignation détaillée des prestations à réaliser en conformité avec le bordereau des prix unitaires (BPU) ainsi que les quantités et la date d'exécution.

Si le CNC en fait la demande, le titulaire joint à son devis les documents suivants :

- Une note d'intention expliquant clairement le contenu ainsi que la technique (une page maximum) ;
- Un devis détaillé (montant TTC et HT) ;
- Les délais d'exécution ;
- Le nom et le prénom du ou des intervenants affectés à la réalisation des prestations.

Le CNC étudie le devis du titulaire et décide de donner suite ou non à l'exécution des prestations. Lorsque le CNC décide de donner suite aux prestations ayant fait l'objet d'un devis, il émet le bon de commande correspondant.

Les devis ne peuvent comprendre aucune clause ou mention limitant les obligations du titulaire au regard de l'offre faite dans le cadre du présent marché public. Toute clause ou mention contraire dans son devis est réputée non écrite.

Lorsqu'un devis est joint à une commande, il engage le titulaire dans les conditions définies dans le devis sous réserve de l'alinéa précédent.

5.3 Délais maximum d'exécution

Dans le respect du délai maximum indiqué par le titulaire dans offre, le délai d'exécution des prestations est fixé d'un commun accord entre le CNC et le Titulaire et préciser dans le bon de commande. Ce délai court à compter de la date de réception de la commande.

5.4 Forme des communications

Les communications entre le titulaire et le CNC pourront s'effectuer soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par courrier électronique.

Toute décision ayant une incidence directe sur la réalisation des prestations doit être préalablement et expressément approuvée par le CNC.

ARTICLE 6 - PROPRIETE DES DOCUMENTS

En précision des dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI, les dispositions en matière de droit de propriété intellectuelle sont les suivantes :

6.1 Identification des droits cédés

Le titulaire cède notamment au CNC les droits patrimoniaux attachés aux prestations réalisées, et notamment les droits :

- de les utiliser et les diffuser,
- de les modifier, les adapter, les traduire, y faire des adjonctions ou suppressions,

6.2 Modes d'exploitation des droits cédés

6.2.1 Le droit de reproduction

Le droit de reproduction des résultats comporte :

- le droit de mettre ou de faire mettre en circulation ces originaux, doubles ou copies des prestations réalisées en vue de permettre l'exercice des droits de représentation définis ci-dessous.

6.2.2 Le droit de représentation

Le droit de représentation comporte :

- le droit de représenter ou faire représenter les prestations réalisées, en tout ou partie, par mise à disposition au public notamment en salle de cinéma en avant séance d'un programme Ecole et cinéma, Collège au cinéma et Lycéens et apprentis au cinéma ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les prestations réalisées, en tout ou partie, sur réseau numérique, notamment sur les sites Internet du CNC ainsi que les sites partenaires (transmettre le cinéma, passeurs d'images ...).

6.2.3 Le droit d'adaptation

Le droit d'adaptation comporte le droit pour le CNC de procéder ou de faire procéder aux traductions, adaptations et additions ou suppressions nécessaires à l'exercice des droits d'exploitation définis ci-dessus.

6.2.4 Le droit d'utilisation secondaire

Le droit d'utilisation secondaire comporte :

- le droit d'exploiter tout ou partie des prestations réalisées sur tout support connu ou à venir.
- le droit de céder à des tiers les droits acquis dans le cadre de la présente cession.

6.3 Lieu de l'exploitation

La présente cession est consentie pour le monde entier.

6.4 Durée de l'exploitation

La présente cession est consentie pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur.

6.5 Exclusivité et utilisation par le titulaire

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG-PI, la présente cession de droits est consentie à titre exclusif au CNC.

Toute exploitation commerciale ou non commerciale de cette prestation ne peut se faire qu'après accord expresse du CNC.

6.6 Citation des sources

Le titulaire s'engage à citer dans les documents remis au CNC les sources des documents qu'il pourrait être conduit à utiliser.

6.7 Prix

Le prix de la présente cession de droit est intégralement compris dans le montant forfaitaire du marché tel que défini dans le devis prévisionnel, le bon de commande émis par le CNC ou le marché subséquent.

6.8 Gestion des droits sur les œuvres composant les vidéos

Les droits de propriété intellectuelle sur les extraits vidéos et la musique dont l'utilisation est imposée au titulaire par le CNC sont acquis par le CNC et mis à disposition du titulaire.

Les droits de propriété intellectuelle sur les extraits vidéos et la musique dont l'utilisation est proposée par le titulaire sont acquis par le titulaire et cédés au CNC. Le prix de cette cession est compris dans le prix des prestations du marché.

ARTICLE 7 - MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Il est fait application du CCAG-PI.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHE

8.1 Avance

Il sera fait application de l'option A définie à l'article 11.1 du CCAG-PI.

Dans ce cadre et en application des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, à la condition que les prestations objet du bon de commande soient supérieures à 50 000€ HT et leur délai d'exécution supérieur à deux mois, sauf à y avoir renoncé, le titulaire a droit à une avance de 5%.

Si l'entreprise titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, ce montant est porté à 20%.

Ce pourcentage s'applique au montant du bon de commande correspondant ou du marché subséquent.

8.2 Forme des prix

Pour chaque lot, le marché est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix figurent en annexe de l'acte d'engagement « Bordereau des prix unitaires » (BPU). Le titulaire ne pourra se prévaloir de prix autres que ceux renseignés dans ce dernier. Les prix sont considérés comme des forfaits globaux comprenant l'intégralité de la prestation - de la demande de devis à la réception finale et définitive de la prestation.

8.3 Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA en euros (€).

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, pour chaque prestation le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, à l'exclusion de la TVA. Le prix tient compte des marges pour risques et des marges bénéficiaires ainsi que, de manière générale et forfaitaire, quel que soient les quantités à mettre en œuvre, de toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché public et notamment :

- Les frais de personnels quels qu'ils soient (y compris les heures supplémentaires, les charges sociales, assurances diverses) ;
- Les frais de matériel nécessaires à la réalisation des prestations ;
- La cession des droits de propriété intellectuelle ;
- Les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Les frais d'assurance.

Les frais résultants d'un ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.4 Offre de prix promotionnelle

Le titulaire peut proposer à tout moment durant l'exécution du Marché public, une diminution de ses prix dans le cadre d'offres de prix promotionnels.

Dans ce cadre, le Titulaire adresse au CNC le tarif ou la remise, par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la remise et la désignation précise des prestations concernées.

Le CNC notifie son accord par tout moyen permettant de lui donner date certaine.

8.5 Révision de prix

Pour chaque lot, les prix du marché indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement « Bordereaux des prix unitaires » sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro » (Mo). Ils sont fermes durant la période initiale du marché.

Les prix sont révisibles lors de chaque reconduction du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,875 \times (I / I_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix applicable à la date de remise des offres

I = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 59.12 – Post production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision applicable à la date de remise des offres

I₀ = Même indice, applicable un mois avant la date de la révision du prix (ou du dernier indice connu à cette date).

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au CNC, par lettre recommandée avec accusé de réception, les nouveaux prix au plus tard 15 jours avant la date de reconduction. En cas de silence du titulaire, le marché sera reconduit aux conditions initiales.

En cas de disparition ou modification de indices, les nouveaux indices pris en compte sont ceux préconisés par l'INSEE.

8.6 Clause de sauvegarde

Le CNC se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de ces nouveaux tarifs lorsque l'augmentation est supérieure à 3% l'an.

ARTICLE 9 - MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Présentation des demandes de paiement

9.1.1 Facturation dématérialisée

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique (CCP), le titulaire et le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

En application de l'article L2192-5 du CCP, la transmission des factures s'effectue via une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat et dénommée " portail public de facturation ". Ce portail internet est mis à disposition des émetteurs à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

A titre informatif, plus de précisions sur le portail Chorus Pro et ses fonctionnalités, sont disponibles en consultant le site internet : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> .

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires prévues à l'article D2192-2 du CCP.

9.1.2 Facturation papier

Dans le cas où le Titulaire n'est pas soumis à l'obligation de dématérialisation des factures, celles-ci sont envoyées à l'adresse suivante :

Centre National du Cinéma et de l'image animée
Agence comptable – Service facturier
291 boulevard Raspail
75675 Paris Cedex 14

9.2 Contenu des demandes de paiement

Les factures sont établies en un (1) original. Elles doivent être conformes au prix du Marché public tel qu'indiqué en annexe de l'acte d'engagement de chaque lot, dans les bons de commande et dans les marchés subséquents et comporter les mentions obligatoires.

Le titulaire respecte notamment les obligations visées à l'article D2192-2 du CCP et celles liées à toute évolution de la réglementation.

9.3 Paiement et retard de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours en application de l'article R2192-10 du Code de la commande publique, à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date de réception des Prestations si celle-ci est ultérieure, en application de l'article R2192-17 du Code de la commande publique,

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire, conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 - PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire pourra encourir, en cas de retard lui étant imputable, des pénalités calculées comme suit :

$$P = (V \times R) / 500$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = montant de la commande en retard

R = nombre de jours de retard

Ces pénalités ne sont pas appliquées si le non-respect des obligations contractuelles du titulaire résulte d'un cas de force majeure. Ces sanctions ne sont pas exclusives des indemnités ou dommages et intérêts que le titulaire pourrait être amené à verser au CNC ou à des tiers par suite de manquements aux mêmes obligations.

ARTICLE 11 - CESSIION ET NANTISSEMENT

Le Marché public peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions définies aux articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché public à condition d'avoir obtenu du CNC l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions fixées aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 - RESILIATION

En complément des dispositions du CCAG-PI, le CNC peut décider de résilier à tout moment le présent marché public sans indemnité au profit du Titulaire, sous réserve d'un délai de préavis de trois (3) mois.

En application de l'article 36 du CCAG-PI, le CNC peut faire procéder par un tiers à l'exécution des Prestations prévues par le Marché public, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du Marché public prononcée pour faute du Titulaire.

ARTICLE 14 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

14.1 Assurance

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché public et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire (et le cas échéant en cas de groupement, en la personne de chacune de ses composantes cotraitants et mandataire) doit justifier qu'il est Titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services du CNC ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité, dans un délai de quinze (15) jours.

14.2 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le Titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du Marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail. A défaut, le Marché public est résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-PI.

14.3 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le CNC enjoint aussitôt au Titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le Titulaire a deux (2) mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin de la situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux (2) mois, le Marché public peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

14.4 Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le Titulaire s'engage à remettre au CNC, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 et affectés à la réalisation des Prestations objet du Marché public.

- Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié : Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non-respect de ces dispositions et après mise en demeure restée infructueuse le Marché public peut être résilié pour faute du Titulaire.

14.5 Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout Titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la Prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la Prestation.

À cet effet, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le Titulaire adresse au CNC, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux (2) documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, le CNC vérifie que le Titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

14.6 Clause « Egalité et diversité »

14.6.1 Contexte et objectifs

Dans le cadre de sa candidature au double label « Diversité » et « Egalité », le CNC s'est engagé à mettre en œuvre des actions, procédures et outils afin de garantir l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines et progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations ont été engagées auprès de l'ensemble du personnel, en ciblant plus particulièrement les encadrants et le service des ressources humaines. Le CNC met également en place des actions de prévention et de lutte contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes et des dispositifs de contrôle de la politique de rémunération.

En parallèle des actions internes qu'il met en œuvre, le CNC souhaite impliquer ses différents partenaires, dont ses fournisseurs, dans la prise en compte de ces problématiques. Le CNC a ainsi choisie d'en faire une composante de sa politique d'achats responsables et de mobiliser ses fournisseurs sur ces enjeux.

Dans ce cadre, le titulaire mettra en œuvre les dispositions figurant à l'article 15.6.2 du CCP.

14.6.2 Obligations du titulaire

Si le titulaire n'a pas remis le questionnaire « Egalité et Diversité », fourni en annexe, lors du dépôt de son offre, il renseigne le questionnaire et le transmet au CNC par courriel, dans un délai de 15 jours suivants la date de notification du marché, aux coordonnées ci-dessous, ou à toutes autres coordonnées communiquées au titulaire par le CNC :

desproegalitediversite@cnc.fr

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire et le transmettre au CNC dans un délai de 15 jours suivant la date de notification du marché, puis chaque année, dans un délai de 15 jours suivant la date anniversaire de la notification.

Le CNC pourra comparer la situation décrite à celle présentée initialement. Sur demande, les résultats pourront être adressés au titulaire.

ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Article du présent CCP	Article auquel il est fait dérogation dans le CCAG-PI
8 Modalités de vérification des prestations	28.2 Délai de vérification
7.5 Exclusivité et utilisation par le titulaire	35.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique
9.3 Contenu des prix	10.1.3
11 Pénalités	14 Pénalités